

D 946 NICARAGUA: RÉPLIQUE DES JÉSUITES AUX ÉVÊQUES  
SUR LA RÉCONCILIATION

En réponse à la lettre pastorale des évêques sur la réconciliation nationale (cf. DIAL D 945), les jésuites du Nicaragua ont, le 5 mai 1984, publié une longue déclaration sur l'irrecevabilité de l'exigence de l'épiscopat. Celui-ci demandait en effet au gouvernement d'entrer en dialogue sans condition avec les Nicaraguayens insurgés aux frontières. Après avoir rappelé la fameuse déclaration des évêques de novembre 1979 sur la Révolution nicaraguayenne (cf. DIAL D 589), les jésuites rappellent le fait évident - et passé sous silence dans la lettre pastorale d'avril dernier - de la guerre d'agression menée par les opposants grâce au gouvernement actuel des Etats-Unis. Ils rappellent également le silence obstiné de l'épiscopat sur d'autres évidences politiques comme le minage des ports nicaraguayens (ainsi dernièrement Mgr Vega, président de la conférence épiscopale, lors de sa conférence de presse du 2 mai dernier). Ils soulignent les erreurs et les failles de la Révolution nicaraguayenne et définissent les conditions du pardon chrétien dans le Nicaragua d'aujourd'hui. Ils en appellent au dialogue à l'intérieur de l'Eglise comme signe de crédibilité de son appel à la réconciliation.

Ci-dessous, texte de la déclaration des jésuites du Nicaragua.

Note DIAL

UNE PAROLE DE LIBERTÉ ET D'AMOUR CHRÉTIEN  
SUR LA LETTRE PASTORALE

Déclaration des jésuites conseillers de la province  
centro-américaine au Nicaragua

Le chemin de la réconciliation et ses exigences

Le 22 avril 1984, en la fête de la Pâque de Résurrection, la Conférence épiscopale nicaraguayenne a publié une lettre pastorale sur la réconciliation. L'importance de cette lettre nous semble très grande en raison de ce qu'elle propose et des réactions qu'elle a suscitées.

En tant que religieux de la Compagnie de Jésus qui "cherchons à collaborer avec le collège des évêques au service de l'Évangile" (ainsi que nous l'avons dit lors de notre dernière congrégation générale, avec l'approbation du pape), nous avons lu cette lettre pastorale avec le respect nécessaire et nous avons réfléchi sur elle. Nous voulons, au début de cette déclaration, exposer clairement le résultat de notre réflexion.

Nous pensons que la défense juste de notre peuple face à l'agression nord-américaine, les efforts diplomatiques pour la contenir, l'amnistie décrétée - avec peu d'exclusions - en faveur des insurgés qui déposeraient leurs armes et l'aspiration à la paix criée vers Dieu par la majorité des croyants de notre peuple sont un chemin véritable vers la réconciliation. Il nous semble que la lettre pastorale propose un autre chemin - le dialogue inconditionnel avec ceux ayant pris les armes - qui sacrifie les droits souverains du Nicaragua; elle ne mentionne pas les exigences traditionnelles dans la perspective chrétienne comme préalables nécessaires à la réconciliation. Le pape Jean-Paul II en fait mention dans son encyclique "Dieu riche en miséricorde": "Il est évident qu'une exigence aussi générale de pardon n'annule pas les exigences objectives de la justice. La justice bien comprise constitue pour ainsi dire le but du pardon. Dans aucun passage du message évangélique, ni le pardon ni même la miséricorde qui en est la source, ne signifient indulgence envers le mal, envers le scandale, envers le tort causé ou les offenses. En chaque cas, la réparation du mal et du scandale, le dédommagement du tort causé, la satisfaction de l'offense sont conditions du pardon" (n° 14) (souligné dans le texte).

Convaincus que l'Esprit-Saint qui parle par le service ecclésial de la hiérarchie c'est lui aussi qui parle dans la rectitude qui caractérise notre volonté d'être au service de la foi et de la justice au sein de l'Eglise de Dieu, nous nous sentons dans l'obligation de dire en toute liberté quelques mots sur quelques-uns des thèmes abordés dans cette lettre pastorale.

"Le Seigneur" au service duquel nous sommes "c'est l'Esprit - nous dit Saint Paul - et où est l'Esprit du Seigneur, là est la liberté" (2 Cor 3, 17). En exerçant cette liberté dans l'Eglise, nous voulons le faire avec humilité; et nous prions le Seigneur de continuer à nous donner l'amour de l'Eglise. Nous voulons le faire dans la paix du coeur, bien que nous vivions dans l'inquiétude d'une heure difficile pour le Nicaragua et pour l'Eglise locale. Nous voulons le faire dans la gratitude pour le don de pouvoir vivre l'histoire dans l'espérance, un don que nous avons reçu de l'héritage ecclésial de nos peuples. La première lecture du 1er mai, en la fête du travail et de St Joseph artisan, nous l'a rappelé en ces termes: "Ayez par-dessus tout la charité en laquelle se noue la perfection. Avec cela, que la paix du Christ règne dans vos coeurs: tel est le terme de l'appel qui vous a rassemblés dans un même corps. Enfin vivez dans l'action de grâces!" (Col 3, 14-15).

#### Deux lettres pastorales contrastées

Parce que nous vivons à fond les événements en cours, il nous semble que cette dernière lettre pastorale a eu dans le peuple nicaraguayen un impact aussi grand sinon plus grand que cette autre lettre pastorale du 17 novembre 1979 sur "l'engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau" (1).

Celle-ci avait été accueillie comme une parole d'Eglise audacieuse. Elle n'avait pas manqué d'exprimer ses préoccupations devant les déficiences, les erreurs et les péchés de jeunesse du processus révolutionnaire; elle n'avait pas manqué non plus de le critiquer. Mais elle avait surtout représenté l'effort évangélique de relever les défis historiques. Elle affirmait que c'était le devoir des disciples de Jésus-Christ, membres de l'Eglise,

---

(1) Cf. DIAL D 589 (NdT).

d'être ferment jusques et y compris un éventuel chemin vers un socialisme compatible avec la foi. Elle soulignait l'opportunité offerte de prendre au sérieux, dans des circonstances structurelles nouvelles, le choix prioritaire des pauvres. Elle invitait les chrétiens à donner, à travers la spiritualité de la pauvreté, le signe d'une vie austère dans les urgences de la reconstruction du pays. Elle défendait la voie d'un nationalisme restauré et accru, sans dépendance vis-à-vis du capitalisme ou du totalitarisme.

Cette lettre pastorale avait été, pas seulement au Nicaragua, reçue comme un modèle d'exigence, historiquement située, de radicalisme chrétien. Quant à la lettre pastorale récente, elle met en avant l'exigence chrétienne radicale du pardon aux ennemis, à l'heure de la division et de l'agression où il est difficile de pardonner. Mais à notre avis, en attribuant comme elle le fait les causes de l'inimitié aux racines ultimes de l'égoïsme et de la haine personnelle, la lettre pastorale ignore le poids des causes structurelles et historiques qui sont aussi à l'origine de cette inimitié.

#### Un oubli dans la lettre pastorale: la guerre d'agression

Il n'est pas dans notre intention de procéder à une analyse détaillée de cette dernière lettre pastorale. Nous voulons seulement souligner que nous y constatons une omission importante. La lettre pastorale oublie, à notre sens, que les Nicaraguayens insatisfaits du mouvement révolutionnaire au point de déclencher une contre-révolution armée n'ont pu le faire qu'à partir du moment où l'actuel président des Etats-Unis a signé, en décembre 1981, un ordre concernant la sécurité nationale de son pays, ordre en vertu duquel il autorisait une opération secrète de financement, d'entraînement et de soutien multiforme des contre-révolutionnaires. Les enquêtes rendues publiques par le Congrès des Etats-Unis le montrent clairement.

C'est également la vision internationale qui prévaut par rapport à la situation nicaraguayenne. On trouve difficilement des gouvernements considérant ce qui se passe aujourd'hui au Nicaragua comme une guerre civile. Il est au contraire souligné que le soulèvement armé des contre-révolutionnaires, uniquement rendu possible par l'aide nord-américaine, n'a pas été en état de donner naissance à un soulèvement intérieur contre le mouvement révolutionnaire. La vision internationale sur la situation salvadorienne est par contre très différente.

Dans le langage dit du "réalisme politique", l'ordre donné par le président Reagan s'est traduit, en premier lieu, par des incursions sur le territoire nicaraguayen avec repli immédiat sur un territoire étranger; et, en second lieu, par des hostilités quasi permanentes à l'encontre du Nicaragua. Dans le langage de la souffrance causée au peuple nicaraguayen, ces opérations se sont traduites en tortures et assassinats de paysans, en enlèvements répétés de frontaliers et d'habitants des montagnes, et en victimes déjà très nombreuses dans une guerre sale et cruelle. Les 50.000 Nord-Américains tués au Vietnam en dix années représentaient une moyenne de 2,32 morts pour 10.000 habitants. Les 1500 tués en à peine plus de deux ans sur notre territoire représentent une moyenne de 4,58 morts pour 10.000 habitants.

Une puissance mondiale qui domine l'hémisphère dans lequel se trouve le Nicaragua est celle-là même qui s'emploie à imposer dans notre pays la loi sans appel de ses intérêts. Jusqu'à ce qu'elle y arrive, elle n'hésite aucunement à avoir recours à la guerre pour cela. Avec ce terrible moyen, elle rend difficile la reconstruction du pays; en allant jusqu'au minage de nos ports, elle fait tout son possible pour semer le mécontentement par la pénu-

rie croissante d'aliments, de remèdes et de combustibles; elle introduit surtout, dans un pays assoiffé de paix, la dynamique terrible de la guerre.

#### Un mouvement conflictuel et parfois erroné

Nous sommes conscients que la Révolution n'est pas unanimement reçue par tous les Nicaraguayens. Les évêques nicaraguayens eux-mêmes ont affirmé dans leur lettre pastorale de 1979 que "la réforme agraire, l'expropriation des grands domaines, etc." étaient source de conflits et que ceux-ci pouvaient "s'aggraver en raison du changement des structures économiques, sociales, politiques et culturelles".

Nous sommes également conscients de certaines erreurs du mouvement révolutionnaire: son imparfaite liberté de débat, sa bureaucratisation excessive, les simplismes antireligieux de certains fonctionnaires et idéologues, les abus et l'inefficacité dans les circuits de commercialisation et de distribution des produits, certains conflits entre pouvoir exécutif et pouvoir judiciaire qui ont conduit à des illégalités, l'insuffisance dans l'appréhension du difficile problème ethnique de la Côte atlantique, la négligence dans l'usage de biens publics, ou le ressentiment qui peut se faire jour suite à l'exacerbation verbale autour des oppositions sociales inévitables. Certaines de ces choses tiennent au fait que nous sommes un pays du tiers-monde et que nous en portons le poids de pénurie et de retard. Selon des témoins sérieux, elles ne dessinent cependant pas une situation gouvernementale de violations des droits de l'homme. Nombre de ces équivoques ont d'ailleurs été reconnues comme telles et certaines légalement punies.

#### Les influences idéologiques matérialistes

Par ailleurs, nous ne croyons pas que le Nicaragua soit soumis à un mal comparable à celui d'une guerre (2) injustement imposée à notre peuple. Il y a certainement des tendances athées et matérialistes dans le Nicaragua nouveau. Elles sont un défi lancé à la capacité d'évangélisation de l'Eglise, à sa capacité d'annoncer la Bonne Nouvelle et d'en témoigner auprès d'un peuple assoiffé de dignité et d'estime, à sa capacité de collaborer et dialoguer avec les non-croyants pour la construction du monde (voir Vatican II, Gaudium et Spes).

Nous ne pouvons oublier que "l'impérialisme économique" (3) - signalé par les évêques comme étant la menace contraire à "l'idéologique" - ne fait pas seulement que détruire par la guerre le destin autonome de notre pays, il est lui aussi chargé d'une idéologie tout autant matérialiste dont la mesure de liberté est souvent celle de l'enrichissement démesuré et de la consommation immodérée. L'impérialisme idéologique au Nicaragua n'est pas d'aujourd'hui; celui d'hier, subtilement introduit par le capitalisme, était camouflé de façon superficielle par la référence à des valeurs religieuses.

#### Les réactions contradictoires aux deux lettres pastorales

Il est significatif que quand nos évêques ont publié leur lettre pastorale du 17 novembre 1979, aucune organisation de l'entreprise privée du Nicaragua ni aucun parti d'opposition n'ont élevé la voix pour manifester une approbation. Aujourd'hui, par contre, les mêmes opposants depuis la

---

(2) Les signataires de la déclaration font sans doute allusion à "l'exploitation idéologique" dont parlent les évêques dans leur lettre pastorale (NdT).

(3) Les évêques parlent dans leur texte de "l'exploitation économique" (NdT).

première heure au mouvement révolutionnaire exultent avec la lettre pastorale du dimanche de Pâques et affirment que ceux qui ne l'accueillent pas inconditionnellement sont infidèles à l'Eglise.

En 1979, les évêques ont lancé un appel "pour que la fuite des capitaux soit arrêtée, l'argent rapatrié et réinvesti sur place". Cet appel a-t-il été entendu dans les rangs de l'opposition huppée? C'est dans ses rangs qu'avait eu lieu, le 14 novembre 1979, la première proclamation d'une opposition caractérisée au mouvement révolutionnaire.

En 1979, les évêques ont également lancé un appel "pour que le commerce international soit établi sur des bases plus justes et la dette extérieure du Nicaragua renégociée". Cet appel a-t-il été entendu du gouvernement actuel des Etats-Unis? Bien au contraire, il a interrompu les envois de blé, bloqué les crédits au niveau des organismes internationaux, coupé sévèrement dans les quotas sucriers du Nicaragua, etc.

#### L'exigence du pardon chrétien

Nous pensons qu'il n'est pas possible, pour le règlement des problèmes posés par la guerre, de proposer le dialogue inconditionnel avec ceux qui ont pris les armes. Ce qu'il est par contre possible de faire, c'est d'ouvrir des conversations pour rendre plus juste le mouvement révolutionnaire et nous permettre ainsi de nous rapprocher davantage de ces "hommes nouveaux" que nous aspirons d'être. Il est également possible d'exiger, dans la radicalité chrétienne, de mener une guerre juste de défense nationale et de survie du projet populaire d'un Nicaragua nouveau, avec un coeur pacifique, toujours prêt à la générosité et au pardon.

Il n'est pas possible d'exiger un dialogue inconditionnel avec quelqu'un qui ne l'a pas demandé ou avec quelqu'un qui le demande tout en tuant. Il n'est pas possible d'exiger un dialogue inconditionnel avec quelqu'un qui ne renonce pas à faire fi du droit du Nicaragua à une indépendance nationale totale, à plus forte raison quand c'est un secret de polichinelle que derrière l'attaquant et le tueur il y a l'argent intransigeant et fanatique de la domination.

#### L'enjeu: foi chrétienne et projet de justice

Nous nous sommes décidés à dire ces paroles parce que nous pensons que ce qui est en jeu c'est le rapport entre la foi chrétienne et un mouvement historique imparfait, lequel tend cependant structurellement à une plus grande justice. S'il y a de la mauvaise herbe dans le mouvement révolutionnaire, il faut s'en occuper. L'arracher d'un seul coup peut nous amener à arracher en même temps les bonnes semences d'une plus grande justice pour les appauvris et les dominés de toujours. S'il y a aujourd'hui au Nicaragua des germes d'athéisme, cela justifie-t-il de disqualifier totalement le mouvement? Nous pensons plutôt que c'est un défi lancé à l'Eglise pour que, située plus que jamais du côté de la justice et des espoirs des pauvres, elle purifie son visage et annonce aux pauvres le Dieu de l'espérance. L'Eglise peut-elle être ferment dans une histoire encore naissante - cinq ans d'âge seulement - si, par ses oublis ou ses omissions, elle est accusée d'oublier les intérêts légitimes de la nation et de la patrie?

Quoi qu'il en soit, en proposant une seule alternative au mouvement révolutionnaire - ou bien le dialogue avec ceux qui ont pris les armes ou bien

l'impossibilité d'une solution - et en n'élevant pas la voix, avec une fermeté et une clarté égales, contre l'attaque du pays symbolisé par le minage de nos ports, comment est-il possible pour l'Eglise d'affirmer une position de réconciliation? Les évêques ne courent-ils pas le risque de se convertir en obstacle à la foi de nombreux Nicaraguayens, s'ils couvrent de leur autorité religieuse une solution politique discutable et inacceptable pour beaucoup de gens dans le pays?

### Urgence du dialogue dans l'Eglise et entre l'Eglise et la révolution

Il y a dans la société nicaraguayenne des opinions divergentes. Dans l'Eglise nicaraguayenne aussi nous n'avons pas tous la même vision de la situation. Nous pensons qu'un dialogue dans l'Eglise est urgent. Les évêques du Nicaragua ont abordé dans leur lettre pastorale le genre de questions dont Paul VI disait, dans Octogesima Adveniens, que les communautés chrétiennes doivent apprendre à en faire le discernement, non seulement en communion avec les évêques mais aussi dans le dialogue avec les autres chrétiens et avec tous les hommes de bonne volonté (n° 4). Il y a des divergences légitimes et des interrogations sérieuses qui montrent la nécessité de ce dialogue.

Pour leur part, nos évêques dessinent en quelques lignes un cadre de condamnation de ce qu'ils appellent "une partie - minime - de notre Eglise (qui) a abandonné l'unité ecclésiale". Mais ils ne précisent pas concrètement quelle est cette partie. Il est donc possible que tout catholique qui n'est pas d'accord en conscience avec le jugement moral et religieux porté par nos évêques sur la situation politique du Nicaragua, puisse être qualifié d'étranger à l'unité de l'Eglise. Et cela d'autant plus qu'il n'est fait dans la lettre pastorale aucune distinction, pour ce qui est de l'unité, entre les aspects doctrinaux, liturgiques, spirituels, disciplinaires, moraux et socio-politiques. L'heure n'est-elle pas arrivée de la tolérance entre visions différentes, et admissibles à l'intérieur de l'Eglise, sur des aspects ouverts à la discussion et au discernement? N'est-ce pas l'heure urgente de la communion et de la participation, l'heure du dialogue dans l'Eglise mené à bien dans le respect, la sérénité et la liberté? Il nous semble que pour pouvoir rappeler de façon crédible l'exigence de réconciliation, l'Eglise doit briller comme sacrement ou signe de réconciliation en son propre sein.

Par ailleurs, une lettre pastorale comme celle-ci, au moment d'une agression contre la nation, alors que nombre d'instances internationales ont souligné que la paix ne passe pas par l'agression mais par une négociation politique digne; une lettre pastorale dans laquelle n'est même pas mentionné l'effort de négociation de Contadora pourtant appuyé par le pape Jean-Paul II, au moment même où cet effort court le risque de perdre son fragile équilibre, une telle lettre pastorale ne constitue-t-elle pas une menace de rupture et de toute possibilité de dialogue entre le mouvement révolutionnaire et la hiérarchie catholique? La responsabilité pastorale ne consiste-t-elle pas à tout faire pour empêcher une telle rupture? Avant qu'il soit trop tard? Pour que l'histoire ne se répète pas?

### Une parole d'espérance pour le peuple

Pour finir, nous tenons à dire clairement que nous rejetons, dans les médias favorables au mouvement révolutionnaire, le recours à l'insulte, à la caricature et au rappel d'éventuelles faiblesses ou hésitations du

passé (4). Nous le rejetons comme méthode de réplique politique à une lettre pastorale dont l'importance des sujets soulevés appelle une réponse et un débat dignes du Nicaragua nouveau.

Mais plus encore nous pensons que le peuple nicaraguayen, agressé et soumis à des conditions de rationnement et de pénurie, a besoin d'une parole chrétienne de ferme condamnation de la spéculation interne qui augmente sa pauvreté, ainsi que d'une parole d'encouragement et d'espérance. Une parole qui l'invite une fois encore à continuer d'avoir confiance en l'histoire nouvelle qui est à bâtir dans ce pays, et que le peuple commence déjà à construire dans la privation et l'héroïsme.

Nous croyons que le peuple nicaraguayen doit pouvoir entendre à nouveau de l'Eglise la parole des apôtres: "Nous n'avons ni or ni argent, mais ce que nous avons nous te le donnons: au nom de Jésus-Christ, lève-toi et "marche" (Actes 3, 6). Et nous croyons que l'Eglise du Nicaragua doit demander à l'Eglise universelle des gestes efficaces de solidarité envers notre peuple et de soulagement de ses souffrances.

Pour notre part, nous avons voulu dire ces paroles avec humilité, en étant conscients de notre péché de négligence dans le service de la foi et dans la promotion de la justice, en demandant aussi à tous de nous aider à être fidèles et loyaux jusqu'au bout envers Dieu, envers l'Eglise et envers notre peuple. Nous croyons qu'au Nicaragua il est aujourd'hui possible de vivre chrétiennement ces fidélités.

Managua, le 5 mai 1984

---

(4) Allusion à la virulente campagne de presse qui a suivi la publication de la lettre pastorale des évêques, en particulier dans le journal Barricada (NdT).

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441